

## *Bibliographies du CRDD*

# **La fiscalité environnementale**

*Mai 2016*

Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables au CRDD.

---

**CRDD - Centre de ressources du Développement durable**

Commissariat général au Développement durable  
Tour Séquoia 21-19  
92055 La Défense cedex  
Tél. 01 40 81 17 93

[crdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crdd@developpement-durable.gouv.fr)

**Site et base de données (75 000 références)**

[www.crdd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.crdd.developpement-durable.gouv.fr)

## - Sommaire -

- I – Fiscalité environnementale : les principes et leur mise en œuvre
- II – Les politiques publiques
- III – La fiscalité environnementale dans le domaine des transports
- IV – Les aides publiques dommageables à la biodiversité

### I - Fiscalité environnementale : les principes et leur mise en œuvre

- *Etudes, rapports, ouvrages*

- 19175 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Vers une croissance verte. Etudes de l'OCDE sur la croissance verte.**  
**A - Rapport - 2011.- 158 p.**  
**B - Outils pour la mise en place d'une croissance verte - 2011.- 28 p.**  
**C - Résumé à l'intention des décideurs - 2011.- 24 p.**  
**D - Suivre les progrès. Les indicateurs de l'OCDE - 2012.- 142 p.**  
<http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/vers-une-croissance-verte-9789264111332-fr.htm>  
**E - Suivi des progrès. Quatre ans de la stratégie de croissance verte - 2015.- 103 p.**  
<http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/vers-une-croissance-verte-9789264235663-fr.htm>  
 Paris, OCDE, 2015 - graph., tabl., bibliogr., lexique, ann.
- La stratégie de l'OCDE pour une croissance verte vise à formuler des recommandations concrètes et à fournir des instruments de mesure, notamment des indicateurs, qui aideront les pays à engendrer la croissance économique et le développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. La stratégie propose un cadre d'action adaptable selon les spécificités nationales et le stade de développement des pays. Le chapitre du rapport (A) sur les «instruments fondés sur le marché» étudie les taxes et permis dans les pays de l'OCDE (p. 42-47). Quatre ans après le lancement de la Stratégie, le rapport 2015 examine les progrès réalisés par les pays de l'OCDE et souligne les améliorations possibles permettant d'élever les ambitions et d'accroître l'efficacité des politiques pour une croissance verte.*
- 21707 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Green growth indicators 2014. OECD Green growth studies.**  
[http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/green-growth-indicators-2013\\_9789264202030-en](http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/green-growth-indicators-2013_9789264202030-en)  
 Paris, OCDE, 2014 - 141 p., graph., bibliogr., lexique
- Cet ouvrage actualise l'édition 2012 du suivi des progrès de la croissance verte (voir cote 19175-D). Il présente la politique mise en œuvre par l'OCDE pour suivre ces évolutions, ainsi qu'une sélection d'indicateurs (dont les taxes environnementales) illustrant les progrès réalisés par les pays de l'OCDE depuis les années 1990.*

- 21667 CAUDAL (S)  
**La fiscalité de l'environnement.**  
Issy les Moulineaux, Lextenso Editions, 2014 - 227 p., index, bibliogr.  
Systèmes
- La fiscalité de l'environnement occupe, en France notamment, une place de plus en plus importante, dans les dispositifs de protection de l'environnement et plus généralement dans le système fiscal, comme dans la fiscalité des transports ou de l'énergie. Cet ouvrage - à jour des dernières nouveautés issues des deux lois de finances du 29 décembre 2013 - livre une présentation de la fiscalité environnementale : il montre d'abord comment elle s'insère dans notre système juridique d'ensemble, avant d'en présenter les principales composantes. Celles-ci, d'une très grande variété et d'importance inégale, sont ordonnées à partir de leur contribution à la protection de l'environnement : qu'il s'agisse de dispositifs dissuasifs (taxations), incitatifs (dépenses fiscales), ou encore de l'affectation des impôts à des dépenses environnementales.*
- 18491 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Les taxes environnementales :**  
- en 2008. Chiffres et statistiques n° 204 - avril 2011.  
- en 2010. Chiffres et statistiques n° 361 - novembre 2012.  
**Les recettes fiscales environnementales en 2012.**  
**Chiffres et statistiques n° 466 - novembre 2013.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1257/recettes-fiscales-environnementales-2012.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., tabl., graph.  
*Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*
- 20706 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
MARCUS (V), DUBOUCHER (P), BEN MAID (A), DEVAUX (J), NICKLAUS (D), CALVET (M), POUPARD (C)  
**La fiscalité environnementale en France : un état des lieux.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-fiscalite-environnementale-en.32074.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 46 p., ann., bibliogr.  
*Références*
- Les taxes environnementales peuvent être distinguées en fonction de la problématique environnementale à laquelle elles s'appliquent : consommation de ressources, changement climatique et pollutions. En France, la fiscalité environnementale reste majoritairement assise sur les consommations énergétiques, principalement les énergies fossiles (à travers notamment les taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques pour un montant de 25,5 milliards d'euros en 2011). Les systèmes de malus perçus sur l'achat et la détention des véhicules les plus émetteurs de CO2 ou la taxe générale sur les activités polluantes constituent quant à elles des exemples de fiscalité relative aux problématiques de changement climatique et de pollution.*  
*En 2011, les taxes environnementales se sont élevées à 40 milliards d'euros, soit 1,9% du PIB, niveau nettement inférieur à la moyenne européenne qui s'établit à 2,4% du PIB. Elles constituent 4,2% des prélèvements obligatoires en France, contre 6,2 % en moyenne européenne.*
- 21377 EUROSTAT  
**Environmental taxes. A statistical guide.**  
<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3859598/5936129/KS-GQ-13-005-EN.PDF>  
Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2013 - 42 p., tabl., graph.
- Ce guide fixe un cadre méthodologique et formule des recommandations pratiques pour l'établissement de statistiques sur les écotaxes. Il propose une terminologie, des concepts et des classifications harmonisés ainsi que des règles pour la mise en application. Il constitue aussi une aide pour les services de collecte de données quant à leurs sources, aux méthodes utilisées et à l'interprétation des indicateurs.*

- 20616      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Inventaire des taxes environnementales en France.**  
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/1943/1371/inventaire-taxes-environnementales-france.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 67 p., lexique, ann., tabl.  
*Document de travail du SOeS n° 9*
- Ce document s'appuie sur un rapport rédigé par la société In Numeri et remis au Commissariat général au développement durable (CGDD) en mars 2012. L'étude menée par In Numeri avait pour objet la définition de méthodes permettant de répartir le montant des taxes environnementales selon les activités économiques à l'origine des versements. Les calculs effectués ont exigé préalablement de dresser une liste précise de taxes environnementales selon les critères retenus par Eurostat. C'est cet aspect qui fait l'objet du présent document de travail.*
- 20298      CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Les économistes et la croissance verte.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-economistes-et-la-croissance.28393.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 163 p., graph., tabl.
- Un chapitre de ce rapport est consacré au financement de la croissance verte et aux potentialités de la fiscalité verte.*
- 20367      SAINTENY (G)  
**Plaidoyer pour l'écofiscalité.**  
Paris, Buchet Chastel, 2012 - 262 p., index, bibliogr., tabl., graph.  
*Ecologie*
- Complexe, technique, théorique, socialement inéquitable, peu rentable, coûteuse à administrer, augmentant la pression fiscale, dégradant la compétitivité des entreprises et des Etats, favorisant les délocalisations... la fiscalité de l'environnement est accusée de tous ces maux. Dans cet ouvrage, Guillaume Sainteny réfute la plupart de ces critiques et montre, à l'aide d'exemples concrets, l'efficacité environnementale mais aussi économique de la fiscalité. Il présente ensuite le système français actuel, clairement défavorable à l'environnement et qui tend plutôt à favoriser des activités dommageables à l'environnement.  
Il prône une écofiscalité du possible, privilégiant une modification des taxes existantes, à pression fiscale constante, et propose des réformes concrètes.*
- 21797      FONDATION NICOLAS HULOT POUR LA NATURE ET L'HOMME, ASSOCIATION HUMANITE ET BIODIVERSITE  
LABAT (B)  
**Biodiversité et économie : des clés pour comprendre.**  
<http://think-tank.fondation-nicolas-hulot.org/content/biodiversite-et-economie-des-clefs-pour-comprendre>  
Boulogne Billancourt, Fondation Nicolas Hulot, 2012 - 67 p., bibliogr.  
*Etat des lieux et analyses n° 2*
- Ce document entend montrer que l'opposition entre performances économiques et protection de la biodiversité n'est pas irréductible. Il se compose des trois chapitres suivants :*
- intégrer la biodiversité dans les indicateurs de pilotage publics et privés,
  - recenser et mettre en œuvre les instruments fiscaux favorables à la protection de la biodiversité,
  - assurer la rémunération des services écosystémiques.

- 19285 REVUE FRANCAISE DE FINANCES PUBLIQUES  
SAINTENY (G)  
**Fiscalité et environnement.**  
Paris, LGDJ, 2011 - pp. 1-171
- *La dimension environnementale dans l'histoire fiscale française.*
  - *La fiscalité environnementale, instrument économique par excellence.*
  - *Les subventions nuisibles à l'environnement.*
  - *L'impact des systèmes juridiques sur l'éco-fiscalité, le cas de la France.*
  - *Incidences des régimes d'interdiction des entraves tarifaires de l'Union européenne sur l'éco-fiscalité des Etats-membres.*
  - *Fiscalité environnementale : état des lieux dans l'Union européenne.*
  - *La dimension fiscale des politiques environnementales en France.*
  - *Les raisons et les modalités de la transformation de la fiscalité directe locale en fiscalité environnementale.*
  - *Outils fiscaux et dynamisation de la gestion forestière pour une production de bois durable.*
  - *La fiscalité des déchets ménagers : les voies de l'incitation.*
  - *L'exemple suisse de la taxe sur le CO<sub>2</sub> et de la redevance poids lourds liée aux prestations.*
  - *La contribution carbone entre expertise économique et jeu politique.*
  - *Le droit fiscal de l'environnement en croissance sur des fondements incertains.*
- 20063 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT  
**Environmental tax reform in Europe.**  
**A - Implications for income distribution.- 66 p.**  
**B - Opportunities for eco-innovation.- 45 p.**  
<http://www.eea.europa.eu/publications/environmental-tax-reform-in-europe>  
Copenhague, AEE, 2011 - graph., ann., bibliogr., tabl.  
EEA Technical Report N° 16-17
- Dans ces deux rapports, l'Agence européenne de l'environnement (AEE) plaide pour une réforme de la fiscalité environnementale. Selon elle, les gouvernements pourraient simultanément réduire l'impôt sur le revenu, accroître l'innovation et réduire la pollution en introduisant des taxes environnementales bien ciblées et en recyclant les revenus dans l'économie. L'AEE a par ailleurs évalué les réformes fiscales environnementales mises en œuvre dans différents pays européens et note que si ces réformes sont d'ampleurs différentes, elles ont en général un impact positif. Ainsi l'analyse des politiques menées en ce sens en Allemagne et aux Pays-Bas montre que ces réformes, associées à d'autres instruments de politique environnementale, ont des effets globalement positifs sur l'innovation.*
- 18615 CONSEIL D'ETAT  
BERLIN (D), BUREAU (D), CARREZ (G), COSSIN (JP), DOUVAN (AR), FOUQUET (O), FURNEL (J), GUESNERY (R), KELLER (F), LEPAGE (C), LEPETIT (MC), MIEGE (R), MILLOCK (C), MORAND DEVILLER (J), PAPPALARDO (M), PARKER (L), QUIRION (P), RACINE (PF), RIBES (D), RUSQUEC (J DU), SAINTENY (G), SAUVE (JM), THERY (N), WIEDOW (A)  
**La fiscalité environnementale. Les entretiens du Conseil d'État. Actes du colloque du 17 juin 2009 à l'École nationale d'administration.**  
Paris, Droit de l'environnement, 2010 - 80 p.
- Ce colloque a donné lieu à quatre tables rondes :*
- *Quel impact environnemental et économique peut-on attendre de la fiscalité environnementale ?*
  - *La future fiscalité européenne et nationale sur l'énergie : une nouvelle révolution économique et fiscale ?*
  - *Le droit fiscal et l'environnement : continuités et ruptures.*
  - *Comment gérer efficacement la fiscalité environnementale ?*

- 18785 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Les villes et la croissance verte. Document de synthèse destiné à la 3e réunion annuelle de l'OCDE des maires et des ministres pour le développement urbain – 25 mai 2010.**  
<http://www.oecd.org/dataoecd/23/19/45460973.pdf>  
Paris, OCDE, 2010 - 45 p., tabl., graph., photogr., bibliogr.
- *Comment une stratégie de croissance verte peut-elle contribuer à renforcer l'économie et à créer des emplois tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre et d'autres impacts sur l'environnement ?*  
- *De quels mécanismes de financement et de coordination les villes ont-elles besoin pour mettre en œuvre les politiques de croissance verte ?*
- 18962 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**La fiscalité, l'innovation et l'environnement.**  
[http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/la-fiscalite-l-innovation-et-l-environnement\\_9789264087651-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/la-fiscalite-l-innovation-et-l-environnement_9789264087651-fr)  
Paris, OCDE, 2010 - 271 p., bibliogr., graph., tabl.
- Ce rapport fait partie de la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte. Pour faire face aux nombreux défis environnementaux auxquels les pays sont confrontés, il est nécessaire d'élaborer des instruments d'action qui garantissent des progrès environnementaux immédiats mais qui favorisent aussi l'innovation et l'élaboration de technologies plus propres. Les pays de l'OCDE utilisent de plus en plus les taxes liées à l'environnement parce qu'elles constituent l'un des instruments les plus efficaces. Les taxes environnementales stimulent-elles l'innovation ? Quels sont les types d'innovations induits ? La conception de la taxe joue-t-elle un rôle ? Quel est l'impact de cette innovation ? Pour analyser ces questions, ce rapport s'appuie sur des études de cas qui couvrent la Corée, l'Espagne, Israël, le Japon, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et d'autres pays, et aborde un large éventail de questions et de technologies environnementales ainsi que de situations économiques et stratégiques. Il étudie également l'utilisation des taxes écologiques dans les pays de l'OCDE et formule des recommandations.*
- 19090 OCDE Département des Affaires économiques  
MURTIN (F), NICOLETTI (G), SERRES (A DE)  
**A framework for assessing green growth policies.**  
[http://www.oecd-ilibrary.org/economics/a-framework-for-assessing-green-growth-policies\\_5kmfj2xvcmkf-en](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/a-framework-for-assessing-green-growth-policies_5kmfj2xvcmkf-en)  
Paris, OCDE, 2010 - 70 p., bibliogr., tabl., graph.  
*Working paper N° 774*
- Cette étude propose un cadre d'analyse pour évaluer les politiques pouvant contribuer à une meilleure intégration des externalités environnementales dans la poursuite d'objectifs d'efficacité et de croissance économique. Le cadre suggéré comporte deux volets. Le premier établit un certain nombre de critères et principes permettant l'identification et le choix de politiques qui soient bénéfiques à la fois pour le revenu et l'environnement, ainsi que celles pouvant stimuler la croissance des revenus au moindre coût en termes de qualité de l'environnement (en particulier les outils de ces politiques dont la fiscalité). Le deuxième volet explore les questions d'ajustement structurel que pose la transition vers une économie plus verte.*
- 19023 SAINTENY (G)  
**L'écofiscalité comme outil de politique in: L'administration au défi du développement durable.**  
Paris, ENA, 2010 – p. 351-372  
*Revue française d'administration publique n° 134*

- 18958      MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Conservation et utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques : analyse des outils économiques.**  
**Rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Conservation-et-utilisation.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Conservation-et-utilisation.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 242 p., cartes, graph., tabl., ann., bibliogr.  
*Références*
- Ce rapport présente, dans deux parties introductives, les défis posés par la conservation de la biodiversité, en France métropolitaine et d'Outre-mer. Il situe les outils économiques dans les politiques de protection de la biodiversité internationales, européennes et françaises. Il synthétise, dans une troisième partie, les travaux menés en France sur l'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques en présentant et en discutant les méthodes utilisées. Il analyse ensuite une trentaine d'outils économiques au service de la biodiversité (en particulier les mesures fiscales p. 83 et 98), en faisant le point de leur utilisation en France et à l'étranger et en dégageant les principaux retours d'expérience. Enfin, il ouvre sur un ensemble de perspectives en débat pour une utilisation accrue de ces outils en France.*
- 20188      ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
 CATTANEO (A), LANKOSKI (J)  
**Lignes directrices pour des mesures agroenvironnementales efficaces.**  
[http://www.oecd-ilibrary.org/fr/agriculture-and-food/lignes-directrices-pour-des-mesures-agroenvironnementales-efficaces\\_9789264086999-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr/agriculture-and-food/lignes-directrices-pour-des-mesures-agroenvironnementales-efficaces_9789264086999-fr)  
 Paris, OCDE, 2010 - 131 p., bibliogr., graph., ann.
- Cette étude porte sur la conception et la mise en œuvre de normes et réglementations environnementales, d'écotaxes, de paiements environnementaux et de systèmes de permis négociables pour traiter les problèmes agroenvironnementaux. Elle aborde la question du choix des instruments d'action et de la conception d'instruments spécifiques, dans le but d'identifier ceux qui sont les plus efficaces par rapport à leur coût dans des situations très différentes d'un pays de l'OCDE à l'autre. Trois conclusions fondamentales se dégagent de cette étude :*
- *il n'existe pas d'instrument particulier qui laisse les pouvoirs publics espérer atteindre tous les objectifs agroenvironnementaux ;*
  - *l'efficacité des dispositifs de paiement pourrait être améliorée en ayant recours à des mesures fondées sur les résultats ;*
  - *il est nécessaire que les combinaisons d'instruments comportent des instruments de politique qui se complètent et ne soient pas incompatibles.*
- 17849      ASSEMBLEE NATIONALE  
 DIEFENBACHER (M), LAUNAY (J)  
**Fiscalité écologique. Rapport d'information.**  
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1935.pdf>  
 Paris, Assemblée nationale, 2009 - 85 p., ann.  
 AN N° 1935
- Le rapport fait le point sur les enjeux économiques et écologiques des gaz à effet de serre, les objectifs du protocole de Kyoto, le système des quotas d'émissions dans le monde et au sein de l'Union européenne. Il montre qu'une fiscalité écologique pourrait accélérer le développement durable de l'économie française.*
- Cependant, huit questions restent à régler en vue de l'instauration d'une contribution climat-énergie : l'assiette, le prix à donner au carbone, les redevables, les exonérations, les compensations pour les ménages et les entreprises, le rendement, l'harmonisation au niveau européen.*
- 17913      GRANDE-BRETAGNE Green Fiscal Commission  
**The case for green fiscal reform. Final report of the UK green fiscal commission.**  
[http://www.greenfiscalcommission.org.uk/images/uploads/GFC\\_FinalReport.pdf](http://www.greenfiscalcommission.org.uk/images/uploads/GFC_FinalReport.pdf)  
 Londres, Green fiscal commission, 2009 - 90 p., fig., ann.



- 17965 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL  
CROSEMARIE (P)  
**Fiscalité écologique et financement des politiques environnementales.**  
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000588/0000.pdf>  
Paris, Journal officiel, 2009 - 77 p., ann.  
*Avis et rapports N° 29*
- Dans la perspective de la conférence de Copenhague, le rapport fait le point sur :*  
- les nouvelles régulations internationales et les instruments disponibles (marché des droits d'émission négociables, mécanisme pour un développement propre) ;  
- l'engagement de l'Union européenne ;  
- la politique française (fiscalité environnementale, suites du Grenelle environnement, débat sur la taxe carbone) ;  
*Les politiques menées par d'autres pays européens sont présentées en annexe.*
- 18541 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Promoting sustainable consumption. Good practices in OECD countries.**  
<http://www.oecd.org/dataoecd/1/59/40317373.pdf>  
Paris, OCDE, 2008 - 59 p., bibliogr.
- Cette étude met l'accent sur les différents instruments (taxes, subventions, campagnes de communication, éducation) mis en place dans les pays de l'OCDE pour encourager la consommation durable. Elle traite également des moyens de mettre en garde les consommateurs contre des informations promouvant une durabilité parfois trompeuse (étiquetage, publicité, rapports d'entreprises, etc.).*
- **Articles de revues spécialisées**
- CHIROLEU ASSOULINE (M)  
**La fiscalité incitative : le cas de l'écofiscalité.**  
Problèmes Economiques n° 9 hors série, p. 27-33 - 01/03/2016
- CHIROLEU ASSOULINE (M)  
**La fiscalité environnementale en France peut-elle devenir réellement écologique ? Etat des lieux et conditions d'acceptabilité.**  
<http://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2015-3-page-129.htm>  
Revue de l'OFCE n° 139, p. 129-165, bibliogr. - 01/03/2015
- Fiscalité écologique française : seulement 4,4 % des prélèvements obligatoires selon le CGDD.**  
Environnement et technique n° 332, p. 33 - 01/01/2014
- STAMATOVA (S), STEURER (A)  
**Environmental taxes - detailed analysis.**  
[https://www.destatis.de/Europa/EN/Publications/Eurostat/EnvironmentEnergy/SIF\\_KSSF13026EN.html](https://www.destatis.de/Europa/EN/Publications/Eurostat/EnvironmentEnergy/SIF_KSSF13026EN.html)  
Eurostat - Statistics in focus - Environment and energy n° 26/2013, p. 1-12, tabl., graph., bibliogr. - 25/11/2013
- Fiscalité, territoires, environnement.**  
Revue juridique de l'environnement n° spécial, p. 53-62, tabl. - 01/08/2013
- LE CACHEUX (J)  
**La fiscalité écologique dans les pays de l'OCDE, bien en-deçà des ambitions affichées.**  
Cahiers français (Les) n° 374, p. 38-44, bibliogr., graph. - 01/05/2013
- CHIROLEU ASSOULINE (M)  
**Les difficultés de la fiscalité écologique.**  
Cahiers français (Les) n° 373, p. 28-34, bibliogr., graph. - 01/03/2013

- SEYMORE (R), MABUGU (M), VAN HEERDEN (JH)  
**The welfare effects of reversed border tax adjustments as a remedy under unilateral environmental taxation.**  
Energy and environment n° 23/8, p. 1209-1220, bibliogr., graph. - 01/12/2012
- ALOISI DE LARDEREL (J)  
**Les instruments économiques. Fiscalité, environnement et gestion des ressources naturelles. Actes du colloque du 19 mai 2011.**  
[http://www.annales.org/re/2012/re\\_65\\_janvier\\_2012.html](http://www.annales.org/re/2012/re_65_janvier_2012.html)  
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 65, p. 21-26, cartes, bibliogr., fig. - 01/01/2012
- BARTON (J), BLODEL (D), EKINS (P), POLLITT (C)  
**The implications for households of environmental tax reform (ETR) in Europe.**  
Ecological economics n° 70/12, p. 2472-2485, bibliogr., tabl., graph., fig. - 15/10/2011
- BRECARD (D)  
**Environmental tax in green market.**  
Environmental and resource economics n° 49/3, p. 387-403, bibliogr., graph., tabl. - 01/07/2011
- CABECA (JC), GEORGESCU (MA), PENDOLOVSKA (V)  
**Distribution of environmental taxes in Europe by tax payers in 2007.**  
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-statistics-in-focus/-/KS-SF-10-067>  
Eurostat - Statistics in focus - Environment and energy n° 67/2010, p. 1-8, tabl., cartes, graph. - 17/12/2010
- NAKADA (M)  
**Environmental tax reform and growth : income tax cuts or profits tax reduction.**  
Environmental and resource economics n° 47/4, p. 549-565, bibliogr., graph. - 01/12/2010
- AIDT (TS)  
**Green taxes : refunding rules and lobbying.**  
Journal of environmental economics and management n° 60/1, p. 31-43, bibliogr., tabl. - 01/07/2010
- DAUBANES (J), GRIMAUD (A)  
**Effet de serre, échanges internationaux et taxation locale des produits pétroliers.**  
<http://www.cairn.info/revue-economique-2010-1-page-131.htm>  
Revue Economique n° 61/1, p. 115-133 - 01/01/2010
- CHIROLEU ASSOULINE (M), FODHA (M)  
**Double dividend and distribution of welfare : advanced results and empirical considerations.**  
<http://www.cepii.fr/IE/rev120/ei120e.htm>  
Economie internationale - Revue du CEPII n° 120, p. 91-108, bibliogr., graph. - 01/10/2009
- PROOST (S), ROUSSEAU (S)  
**The relative efficiency of market-based environmental policy instruments with imperfect compliance.**  
International tax and public finance n° 16/1, p. 25-42, bibliogr., graph. - 01/02/2009
- BALLANDRAS-ROZET (C), CAMPROUX-DUFFRENE (MP), CAUDAL (S), MARTIN (G)  
**La biodiversité, quelle approche économique et financière ? Fiscalité, principes budgétaires, marché d'unités de biodiversité.**  
[http://www.persee.fr/doc/rjenv\\_0397-0299\\_2008\\_hos\\_33\\_1\\_4703](http://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_2008_hos_33_1_4703)  
Revue juridique de l'environnement n° spécial, p. 69-98, bibliogr. - 01/12/2008
- GODARD (O)  
**La fiscalité écologique en France.**  
Cahiers français (Les) n° 343, p. 77-83, bibliogr. - 01/03/2008
- WENDLING (C)  
**Les instruments économiques au service des politiques environnementales.**  
Economie et Prévision n° 182, p. 147-154 - 01/01/2008

## II – Les politiques publiques

### • Etudes, rapports, ouvrages

- 22159 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE, FORUM INTERNATIONAL DES TRANSPORTS, AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE  
**Aligner les politiques au service de la transition vers une économie bas carbone.**  
<http://www.oecd.org/fr/rcm/documents/Aligner-les-politiques-pour-une-economie-bas-carbone-CMIN2015-11.pdf>  
 Paris, OCDE, 2015 - 263 p., graph., bibliogr.
- Ce rapport a pour objectif de trouver les moyens de mieux harmoniser les politiques menées dans différents domaines afin que tous les pays puissent opérer une transition réussie vers une économie durable, sobre en carbone et résiliente face au changement climatique.*  
*Après avoir présenté un premier diagnostic de la cohérence entre cadres politiques et réglementaires d'une part et objectifs climatiques d'autre part, il identifie un nombre important d'occasions de réaligner des instruments de politique publique permettant de faciliter un passage plus efficace et moins coûteux vers une économie bas carbone, et ce dans quatre domaines d'intervention : le cadre général de l'investissement bas-carbone, la fiscalité, l'innovation et les compétences, les échanges commerciaux, ainsi que dans trois activités spécifiques : l'électricité, la mobilité urbaine et l'utilisation des sols en espace rural.*
- 22321 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 MARCUS (V), SIMON (O)  
**Les pollutions par les engrais azotés et les produits phytosanitaires : coûts et solutions.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-pollutions-par-les-engrais.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2015 - 26 p., ann., bibliogr., graph.  
*Etudes et documents n° 136*
- Cette étude vise à recenser les externalités liées à l'utilisation en agriculture de produits phytosanitaires et d'engrais azotés, ainsi que les instruments mis en place pour les réduire. Les externalités environnementales liées à l'usage agricole de ces produits sont la pollution des eaux et de l'air, la pollution des sols (cas des produits phytosanitaires), les émissions de gaz à effet de serre (cas des engrais azotés) et les atteintes à la biodiversité. Le coût pour la société de ces externalités se situent dans une fourchette entre 0,9 et 2,9 Md€ par an, pour les engrais azotés.*  
*La réglementation relative à l'utilisation de ces produits s'inscrit dans le cadre européen des directives dites « nitrates » et « pesticides ». En matière de fiscalité, la redevance pour pollution diffuse s'applique aux quantités distribuées de produits phytosanitaires. Il n'existe pas de fiscalité spécifique pour les engrais azotés (exceptée la redevance élevage), mais diverses approches volontaires ont visé à limiter leur usage (projets de territoire...). De nouvelles pistes s'ouvrent telles qu'une expérimentation de certificats d'économie de produits phytosanitaires.*
- 21362 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE  
**La croissance verte. Principes et instruments de politique économique. 2009-2013. Cinq ans de Conseil économique pour le développement durable.**  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapports\\_13175.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapports_13175.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 66 p., ann.
- Le Conseil économique pour le développement durable (CEDD) a pour mission d'éclairer, par la confrontation des analyses économiques, l'élaboration et l'évaluation des politiques de développement durable. Il est composé d'économistes indépendants, du monde académique ou de l'expertise publique et privée. Son objectif est que les politiques en ce domaine puissent s'appuyer sur les références scientifiques, les méthodes d'évaluation et les instruments d'intervention publique les plus récents. Plutôt que de simplement recenser les différents travaux qui ont été produits, ce rapport d'activités à cinq ans est ainsi apparu comme l'occasion de les mettre en perspective.*

*La première partie s'intéresse au diagnostic économique qui sous-tend la notion de croissance verte. La seconde partie revient sur l'idée qu'elle nécessite une panoplie d'instruments renouvelée, avec comme domaine prioritaire d'application les politiques climatiques.*

- 21810 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT  
**Resource-efficient green economy and EU policies.**  
<http://www.eea.europa.eu/publications/resourceefficient-green-economy-and-eu>  
 Copenhague, AEE, 2014 - 107 p., graph., tabl., ann., bibliogr.  
 EEA Report n° 2/2014
- Ce rapport souligne les facteurs favorisant le changement vers une économie verte efficace en terme de ressources en Europe, en incluant le rôle des politiques de l'Union européenne. Actuellement, les changements économiques et technologiques au sein de l'UE sont trop lents ; il faut un changement plus important et plus constant dans l'économie et la société afin de créer à la fois de nouvelles opportunités et des processus de substitution dans les structures économiques. Pour parvenir à ce résultat, il est important d'étudier et de comprendre les facteurs déterminants et les mécanismes au carrefour des politiques et des dynamiques économiques réelles qui pourraient accélérer la transformation. Un chapitre (p. 67-75) est tout particulièrement consacré au rôle des politiques fiscales dans la mise en œuvre d'une économie verte.*
- 21663 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES  
**Renforcer les mécanismes de financement de la biodiversité.**  
<http://www.oecd.org/fr/environnement/renforcer-les-mecanismes-de-financement-de-la-biodiversite.htm>  
 Paris, OCDE, 2014 - 188 p., graph., tabl., ann., bibliogr.
- Ce rapport examine les six mécanismes de financement novateurs tels que définis par la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il s'agit de la réforme fiscale environnementale, des paiements pour services écosystémiques, de la compensation des atteintes à la biodiversité, des marchés de produits verts, de la biodiversité dans le financement climatique, ainsi que de la biodiversité dans le financement international du développement. Cette publication, qui s'est inspirée de plus de quarante études de cas réalisées dans le monde entier, examine les questions suivantes :*
- Quels sont ces mécanismes et comment fonctionnent-ils ?
  - Quelles ressources financières ont-ils mobilisées et quelles sont les possibilités de les accroître ?
  - Quelles sont les considérations clés de conception et de mise en oeuvre (y compris les mesures de sauvegarde environnementale et sociale) dont il faut tenir compte pour que les pouvoirs publics puissent garantir l'efficacité environnementale, l'efficacité économique et l'équité redistributive de ces mécanismes ?
- 21585 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques  
**Tableau de bord d'indicateurs macroéconomiques de l'économie verte.**  
 - 1er trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 526 - juin 2014.  
 - deuxième trimestre 2014. Chiffres et statistiques n° 546 - août 2014.  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Tableau-de-bord-d-indicateurs.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 12 p., tabl., graph.  
 Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement
- Dans le cadre de la transition écologique, les indicateurs ont pour objectif d'informer l'ensemble des acteurs politiques et économiques des évolutions de l'économie verte de la société. 18 indicateurs ont été retenus, classés en quatre rubriques : l'emploi et la formation, l'économie, la fiscalité ainsi que la recherche et l'innovation. Pour l'année 2013, voir cote 20889.*

- 20889 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Tableau de bord des indicateurs de l'économie verte.** 1er trim. 2013.- mai 2013.- 4 p.  
**Tableau de bord d'indicateurs d'impact macro-économique de l'économie verte au :**  
 - 2ème trimestre 2013.- juillet 2013.  
 - 3ème trimestre 2013.- septembre 2013.  
 - 4ème trimestre 2013.- janvier 2014.  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0079066>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 17 p., graph., tabl.
- Dans le cadre de la transition écologique, les indicateurs ont pour objectif d'informer l'ensemble des acteurs des évolutions de l'économie verte de la société. À la suite du séminaire gouvernemental pour la transition écologique du 4 décembre 2012, le ministère a mis en place un tableau de bord pour suivre l'impact macroéconomique de l'économie verte en France.*
- Au total, seize indicateurs ont été retenus, articulés en quatre thèmes : emploi et formation, économie, fiscalité, investissements, recherche et innovation. Quelques exemples :*
- Tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants
  - Valeur ajoutée des éco-activités et sa part dans le PIB
  - Exportations dans les éco-activités
  - Montant total des recettes fiscales environnementales
  - Part des investissements dans l'industrie consacrée à l'économie d'énergie
  - Dépense de recherche et développement (R&D) pour la protection de l'environnement.
- Voir cote 21585 pour l'année 2014.*
- 20398 MINISTERE DE L'ECOLOGIE  
**Conférence environnementale, 14-15 septembre 2012, Palais d'Iéna, Paris.**  
 - **Feuille de route pour la transition écologique.- 24 p.**  
 - **Tableaux de bord de la mise en œuvre. Etat d'avancement n° 1, 2, 3, 4.- 2013.**  
 - **Suivi de la mise en œuvre.- juillet 2014, octobre 2014.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-feuille-de-route-pour-la.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - tabl., lexique
- Les Conférences environnementales annuelles ont pour objectif de mener une concertation en amont, sur le programme de travail du gouvernement, en dégagant des priorités et en définissant des méthodes de discussion et d'élaboration des réformes à mettre en œuvre. La table ronde n°4 a eu pour thème : financement de la transition et fiscalité écologique. Les feuilles de route sont le résultat des travaux des débats et confrontations de chacune des tables rondes, ainsi que des échanges qui les ont précédées. Publiées par le gouvernement, elles détaillent les actions prioritaires et les chantiers à mener en faveur de la transition écologique.*
- Les tableaux de bord présentent l'ensemble des mesures et leur état d'avancement pour les thèmes de la Conférence environnementale.*
- 17981 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE  
**Rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre des engagements du Grenelle Environnement.- 2009.- 97 p.**  
**Deuxième rapport.- 2010.- 89 p.**  
**Troisième rapport.- 2011.- 87 p.**  
**Quatrième rapport.- 2012.- 58 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quatrieme-rapport-annuel-au.html>  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2012
- Ce rapport fait le point sur la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement depuis son lancement à l'été 2007. En plus de la dimension législative, il dresse un bilan économique, budgétaire et fiscal, en accordant une attention particulière à son incidence sur les collectivités locales.*

- 20048 COUR DES COMPTES, ASSEMBLEE NATIONALE  
MIGAUD (D)  
**Impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'Environnement. Référé de la Cour des comptes du 3 novembre 2011. Audition de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes sur le référé. Compte rendu n° 55 du 18 janvier 2012.**  
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/cr-cfiab/11-12/c1112055.pdf>  
Paris, Assemblée nationale, 2012 - 53 p.
- Ce document présente le référé de la Cour des comptes concernant l'impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'Environnement et l'audition de Didier Migaud devant la Commission des Finances de l'Assemblée nationale. La Cour dresse un bilan de la période triennale 2009-2011 et porte des appréciations sur le suivi et l'impact du Grenelle. Elle constate un coût budgétaire contenu mais un volet fiscal déséquilibré, des résultats prometteurs dans le secteur du bâtiment et des énergies renouvelables, et des objectifs en matière de transports et d'agriculture pour 2012 non atteints.*
- 20072 INSPECTION GENERALE DES FINANCES, CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
LAURENT (J), PAINAULT (P), PELOSSE (H), WINTER (L)  
**La fiscalité et la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale pour la biodiversité (2010-2020). Rapport IGF n° 2011-M-050-01 et CGEDD n° 007861-01.**  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/124000117/index.shtml>  
Paris, Ministère de l'économie, 2011 - 70 p., ann.
- Le bilan des dispositions fiscales en vigueur montre qu'elles ne constituent pas un levier efficace et souligne la nécessité d'une refonte globale de la fiscalité du patrimoine naturel. Pourtant, ce rapport considère qu'une réforme d'envergure est prématurée et ne saurait être engagée sans avoir au préalable stabilisé les contours de la politique de préservation de la biodiversité et le cadre institutionnel pour sa mise en œuvre. En revanche, il définit et développe trois principes fondamentaux pour guider la prochaine réforme globale :*
- la concentration des ressources locales sur l'échelon territorial le plus pertinent,
  - le traitement de la problématique des grands aménagements à travers d'autres leviers que la fiscalité,
  - le développement d'une fiscalité dissuasive permettant de prévenir les comportements les plus dommageables.
- 17560 MINISTERE DE L'ECOLOGIE  
**Une nouvelle fiscalité environnementale au service de la croissance.- 2009.- 19 p. 2010 : La fiscalité environnementale prend son essor.- 19 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/2010-la-fiscalite-environnementale.html>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 19 p., photogr.
- Ce dossier présente les mesures fiscales concernant les logements neufs et anciens, l'automobile et les poids lourds, les énergies renouvelables, les déchets, la biodiversité, l'agriculture et la prévention des risques.*
- 19096 **Grenelle 2 : impacts sur les activités économiques.**  
Rueil Malmaison, Lamy, 2010 - 229 p., index  
*Lamy Axe Droit*
- Voir le chapitre sur les mesures fiscales du « Grenelle 2 » (p. 207-215).*
- 18731 MINISTERE DE L'ECOLOGIE  
**Grenelle de la mer. Rapports des comités opérationnels (COMOP). Groupe n° 5 - Droits d'usage des mers, financement, fiscalité - Rapport final - juin 2010.- 90 p.**  
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/G5-2.pdf>  
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - tabl., graph., ann.



*Des chantiers opérationnels du Grenelle de la mer ont été mis en place en novembre 2009. Ils ont pour objectif de proposer des modalités concrètes et concertées de mise en œuvre des engagements pris.*

*Le rapport du Groupe 5 définit les voies, moyens et conditions de mise en œuvre des engagements du Livre bleu du Grenelle de la mer visant, à partir d'un inventaire des dispositifs, taxes et redevances existants, à définir les instruments susceptibles de financer une gestion soutenable des usages de la mer et du littoral. Ces instruments devront permettre une tarification des différents usages de la mer appliquant le principe pollueur-payeur aux activités ayant un impact environnemental négatif sur la mer et le littoral, de façon à concrétiser la notion de « signal-prix ». Cette fiscalité verte doit allier efficacité économique, amélioration des conditions de travail et protection des mers et du littoral.*

- 18586 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
**Performances environnementales de la France.**  
**Mise en oeuvre 2005-2009 des recommandations de l'OCDE.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Performances-environnementales-de.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Performances-environnementales-de.html)  
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 82, graph., tabl.  
 Références

*Ce rapport présente les résultats de l'examen à mi-parcours (2009) de la revue des performances environnementales de la France réalisées par l'OCDE en 2005. Il aborde les récentes avancées environnementales de la France et fait le point sur l'évolution des politiques nationales de l'environnement et du développement durable (notamment en matière de fiscalité) depuis l'examen de 2005. Il est axé sur les progrès réalisés par la France, recommandation par recommandation.*

- 15847 CONSEIL DES IMPOTS  
**Fiscalité et environnement : vingt-troisième rapport au Président de la République.**  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054000565/index.shtml>  
 Paris, Journal officiel, 2005 - 165 p.

*La protection de l'environnement et le souci d'assurer les conditions d'un développement équilibré à long terme ont pris depuis les années soixante-dix une place croissante dans le débat public et dans la politique gouvernementale. L'introduction en France de la Charte de l'environnement dans les textes de valeur constitutionnelle et l'entrée en vigueur du traité de Kyoto, qui organise la lutte contre l'effet de serre au plan international, en sont les illustrations les plus récentes.*

*La fiscalité fait partie des instruments de mise en œuvre d'une politique de protection de l'environnement en complément de la réglementation.*

*C'est dans ce contexte que le Conseil des impôts a retenu le thème de la fiscalité et de l'environnement pour son XXIII<sup>ème</sup> rapport au Président de la République.*

*De ses analyses, le Conseil des impôts retient qu'une véritable et profonde transformation de notre système fiscal actuel, fondée sur la fiscalité environnementale, n'est pas actuellement envisageable, mais que des aménagements sont à la fois souhaitables et possibles. Il formule, en ce sens, quelques propositions pour remédier à certaines des faiblesses constatées.*

- **Articles de revues spécialisées**

CAUDAL (S)

**Chronique de la fiscalité française de l'environnement en 2014.**

Revue juridique de l'environnement n° 2015/2, p. 329-342 - 01/06/2015

CAUDAL (S)

**Chronique de la fiscalité française de l'environnement en 2013.**

Revue juridique de l'environnement n° 2014/2, p. 311-330 - 01/06/2014

LOPEZ (R), PALACIOS (A)

**Why has Europe become environmentally cleaner ? Decomposing the roles of fiscal, trade and environmental policies.**

Environmental and resource economics n° 58/1, p. 91-108, bibliogr. - 01/05/2014

**Premiers pas sur la voie de la fiscalité verte.**  
Revue de l'énergie n° 615, p. 377-379 - 01/09/2013

**Vers un verdissement de la fiscalité française.**  
**Une fiscalité environnementale assise sur les consommations.**  
Revue de l'énergie n° 614, p. 301-304 - 01/07/2013

**Dispositions environnementales des lois de finances.**  
Code permanent Environnement et nuisances n° 408, p. 7-12 - 01/02/2012

VALLEE (A)  
**Les politiques d'environnement : freinées ou encouragées par la crise ?**  
Cahiers français (Les) n° 359, p. 52-57, bibliogr. - 01/11/2010

**Grenelle 2 : la fiscalité verte. Fiche pratique n° 9.**  
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5579, p. 93-94 – 29/10/2010

SAINTENY (G)  
**Fiscalité et développement durable : l'occasion manquée de la taxe professionnelle en France.**  
Futuribles n° 364, p. 65-77 - 01/06/2010

SAINTENY (G)  
**Le nouveau statut fiscal du patrimoine naturel.**  
Droit de l'environnement n° 179, p. 188-192 - 01/06/2010

BOWEN (A), STERN (N)  
**Environmental policy and the economic downturn.**  
Oxford review of economic policy n° 26/2, p. 137-163, bibliogr., graph. - 01/06/2010

### III – La fiscalité environnementale dans le domaine des transports

- *Etudes, rapports, ouvrages*

- 21615 SENAT  
ESGAULX (MH des), KLES (V)  
**Le contrat Ecomouv' : un contrat exceptionnel.**  
**Les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en oeuvre de l'écotaxe poids lourds.**  
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-543-1-notice.html>  
Paris, Sénat, 2014 - 238 p.  
*Rapports du Sénat (Les) n° 543*
- La commission d'enquête sur les modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu in fine pour la mise en oeuvre de l'écotaxe poids lourds a été constituée le 17 décembre 2013.*  
*Ce rapport a pour objet d'apporter des réponses aux interrogations portant sur les choix de la procédure, les conditions de dévolution du contrat de partenariat à la société Ecomouv', ses aspects financiers ainsi que sur les conséquences de la suspension de l'écotaxe.*
- 20480 FRERE (S), SCARWELL (HJ), ROCCI (A), RAUX (C), LEJOUX (P), LEMOINE (C), ROUSSEL (I), CASTEX (E), SZUBA (M)  
**Eco-fiscalité et transport durable : entre prime et taxe ?**  
Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011 - 273 p., bibliogr.  
*Environnement et société*
- Les politiques publiques locales de transports et déplacements n'ont pas suffi jusqu'à présent à enrayer le développement de la motorisation et de l'usage de l'automobile dans les espaces périphériques, accroissant ainsi les différences de mobilité entre les zones centrales urbaines et les espaces périurbains. D'autres leviers peuvent alors être envisagés.*



*Les auteurs examinent tout d'abord ceux reposant sur des changements de comportements individuels permettant des transferts modaux de la voiture vers d'autres modes en s'intéressant aux différents facteurs permettant ces changements de pratiques modales. Puis, ils présentent les leviers reposant sur de nouveaux usages de l'automobile, des solutions alternatives comme le transport à la demande utilisé dans les zones peu denses. Ils s'intéressent surtout au levier que constitue la fiscalité verte appliquée aux transports et plus spécifiquement à la voiture. Les écotaxes prennent aujourd'hui des formes aussi diverses que le bonus/malus, l'écovignette ou les permis d'émission. On trouve également une autre forme avec les péages urbains tantôt déclinés en péage de zone ou d'infrastructure. Entrent également dans la catégorie des écotaxes appliquées aux transports les compensations volontaires.*

19378

ASSEMBLEE NATIONALE  
MARITON (H)

**La mise en place de la taxe poids lourds. Rapport d'information.**  
[http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/taxe\\_poids\\_lourds.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/taxe_poids_lourds.asp)  
Paris, Assemblée nationale, 2011 - 36 p.

*Ce rapport fait le point sur les modalités de mise en place de la taxe poids lourds, prévue par le Grenelle de l'environnement et par la directive 2006/38/CE dite « Eurovignette ». L'instauration de cette « écotaxe » kilométrique vise à faire payer aux poids lourds l'usage du réseau routier national non-concédé et des routes départementales ou communales susceptibles de subir de ce fait un report significatif de trafic. L'objectif est double : d'une part, financer de façon pérenne l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), d'autre part, corriger les conditions de concurrence entre les modes de transports, fret ferroviaire et fret routier, notamment en faisant payer au fret routier une part des externalités qu'il génère en circulant sur le réseau national gratuit. Ce rapport analyse les expériences étrangères de mise en place de cette taxe en Allemagne et en Slovaquie.*

20195

FORUM INTERNATIONAL DES TRANSPORTS  
BASTARD (L), FULLERTON (D), GREENE (D), KARNEY (D), VAN BIESEBROECK (J)  
**Stimuler les technologies pour les véhicules à faibles émissions de carbone.**  
Paris, OCDE, 2010 - 180 p., graph., tabl., bibliogr.  
Table ronde FIT N° 148

*Voir en particulier :*

- La taxe idéale sur les émissions.
- Les combinaisons d'instruments qui peuvent se substituer à la taxe carbone.

17835

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS  
TERRESTRES, ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION  
ATMOSPHERIQUE, UNIVERSITE Lille, ACCEPTABILITE DES ECOTAXES DE  
TRANSPORTS PAR LES PARTICULIERS  
COMBY (JB), FRERE (S), SCARWELL (HJ)

**L'acceptabilité sociale des écotaxes de transport. Eléments pour une analyse sociologique d'une préoccupation politique. Rapport final.**  
<http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Temis/0064/Temis-0064705/17835.pdf>  
Paris, Predit, 2009 - 93 p., tabl., schémas, bibliogr., ann., graph.

*L'enquête à la fois quantitative et qualitative s'adresse pour moitié à des habitants de la communauté urbaine de Lille et pour moitié à des habitants de Paris et de la première couronne. Le questionnaire est structuré autour de six thèmes : appréciation du cadre de vie, descriptions et appréciations de la mobilité, tarification des transports, transport et environnement, éco-fiscalité, écotaxes.*

17848

ASSEMBLEE NATIONALE  
MARITON (H)

**Évaluation des effets économiques du bonus-malus écologique et de la prime à la casse. Rapport d'information.**  
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i1934.pdf>  
Paris, Assemblée nationale, 2009 - 37 p., tabl.  
AN N° 1934

*Le rapport a pour objet de conduire une évaluation de la mise en œuvre de ces dispositifs, mais aussi de mettre en évidence leur efficacité sur les ventes d'automobiles, leur coût budgétaire et leur impact environnemental.*

*Il analyse également les mesures prises dans les pays soutenant leur industrie automobile (Corée du Sud, Espagne, États-Unis, Japon).*

*Le rapport entend contribuer à la réflexion sur le dispositif du bonus-malus dans la perspective de son éventuelle extension à d'autres produits ainsi que sur les modalités de sortie de la prime à la casse.*

17847

INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES  
SCHUCHT (S)

**Analyse des coûts et effets d'instruments politiques visant le secteur du transport. Étude dans le cadre de la révision du programme national de réduction des émissions de polluants atmosphériques.**

<http://www.ineris.fr/>

Paris, INERIS, 2008 - 73 p., tabl., ann., bibliogr.

*Le rapport porte sur l'étude de six instruments politiques qui pourraient être appliqués au secteur des transports afin de réduire ses émissions d'oxydes d'azote : taxe kilométrique appliquée aux poids lourds, augmentation de la fiscalité des carburants pour les voitures particulières et les poids lourds, contrôle technique renforcé pour les tracteurs agricoles, péage différencié selon les normes environnementales pour les poids lourds, incitation au renouvellement du parc de voitures (vignette), péage urbain (expériences de Stockholm et de Londres). Sont étudiées les conséquences en termes de réduction de la pollution, de recettes fiscales, de changement de comportement ou de coûts de la mesure.*

- **Articles de revues spécialisées**

**Ecofiscalité automobile. Circulez, il n'y a (encore) rien à voir.**

Valeurs vertes n° 133, p. 36-38 - 01/03/2015

SCHMID (L)

**Position. L'exécutif et l'environnement : une spirale de renoncements dans le dossier de l'écotaxe.**

Esprit n° 409, p. 5-7 – 01/11/2014

GAUDRY (M)

**Espe, Condorcet et la fable de l'écotaxe française.**

Transports n° 488, p. 26-34, tabl., bibliogr. - 01/11/2014

**Taxe Poids lourds. Remplacement de l'écotaxe par un "péage de transit poids lourds" : le point sur ce qui a été modifié par rapport au dispositif antérieur.**

Lettre du Transport Routier (La) n° 1319, p. 3-4, cartes - 22/06/2014

**Ecotaxe : dernier épisode ? Dossier spécial. Remise des rapports, déclarations des différents ministres.**

Lettre du Transport Routier (La) n° 1314, p. 1-4, tabl. - 18/05/2014

**Ecotaxes : pourquoi ça coince ?**

Alternatives économiques n° 100 hors série, p. 92-94, graph. - 01/04/2014

**Mise en place d'une Eurovignette britannique à partir du 1er avril 2014. Fiche 6-58.**

Lettre du Transport Routier (La) n° 1305, p. 3-4, tabl. - 09/03/2014

ROSE (C)

**Comment l'écotaxe sortira-t-elle de sa mise entre parenthèses ?**

Droit de l'environnement n° 219, p. 32-38 - 01/01/2014

GUERY (A)

**Bonnets verts, bonnets rouges et bonnets phrygiens. Ecotaxe : démarche écologique ou camouflage politique ?**

Débat (Le) n° 178, p. 62-74 - 01/01/2014

PERRET (B)

**Position : il faut sauver l'écotaxe.**

Esprit n° 400, p. 9-11 - 01/12/2013

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

**Comment tarifer l'usage des routes au juste prix ? Leçons de l'écotaxe poids lourds.**

[http://www.developpement-durable.gouv.fr/Syntheses\\_13177.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Syntheses_13177.html)

Synthèse du CEDD n° 20, p. 1-4 - 01/12/2013

**Suspension de l'écotaxe Poids lourds : un grand flou gouvernemental.**

Officiel des transporteurs (L') n° 2713, p. 6-10 - 15/11/2013

**Frédéric Cuvillier : "L'écotaxe est utile aux transporteurs".**

Officiel des transporteurs (L') n° 2710, p. 6-13 – 25/10/2013

**Le débat Savary/Bussereau. L'écotaxe en question.**

Ville Rail et Transports n° 555, p. 20-21 - 01/10/2013

OLLIVIER TRIGALO (M)

**L'instauration d'une écotaxe sur les poids lourds en France : endurance technico-économique des impulsions politiques.**

<http://developpementdurable.revues.org/9983>

Développement durable et territoires n° 4/3, p. 1-22, bibliogr., tabl. - 01/10/2013

**Face au rebond de la demande de transport automobile, une approche multi-niveaux des effets de l'éco-fiscalité en Belgique et des ressorts de consommation.**

<http://developpementdurable.revues.org/10042>

Développement durable et territoires n° 4/3, p. 1-21, bibliogr., tabl. - 01/10/2013

**Report de l'écotaxe au 1er janvier 2014. Analyses et réactions.**

Officiel des transporteurs (L') n° 2704, p. 6-8 - 18/09/2013

**Clés pour l'écotaxe.**

Stratégie Logistique n° 142, p. 22-25, tabl., web - 01/09/2013

**Débat. Perspectives de l'écotaxe poids lourds.**

Infrastructures et Mobilité n° 131, p. 26-30 - 01/09/2013

**Fiscalité écologique : un scénario carbone/diesel pourrait voir le jour dès 2014.**

Environnement et technique n° 327, p. 28-30 - 01/07/2013

**Information CO2 et écotaxe poids lourds : le choc des calendriers.**

Officiel des transporteurs (L') n° 2697, p. 43-53, tabl. - 28/06/2013

**La fiscalité écologique dans le transport routier.**

Lettre du Transport Routier (La) n° 1261, p. 1-2 - 03/03/2013

**La taxe poids lourds comme détonateur.**

Officiel des transporteurs (L') n° 2671-2672, p. 38-59 - 14/12/2012

GIRET (A), SERVILLE (T)

**Taxe poids lourds : bientôt un péage autour de Paris.**

Acteurs urbains, p. 14-17, fig. - 01/12/2012

CORDIER (B)

**Le barème fiscal automobile : une mesure anti-économique et anti-écologique.**

Ville Rail et Transports n° 542, p. 67-68, tabl. - 04/09/2012

REME HARNAY (P)

**La fiscalité carbone en France : un échec face à la Suède ? Le cas des transports routiers de marchandises.**

[http://afitl.ish-lyon.cnrs.fr/tl\\_files/documents/CST/N61/RemeHarnay61.pdf](http://afitl.ish-lyon.cnrs.fr/tl_files/documents/CST/N61/RemeHarnay61.pdf)

Cahiers Scientifiques du Transport (Les) n° 61, p. 35-62 - 01/07/2012

FRANC (P)  
**Transport maritime et réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Les enjeux de l'introduction d'un instrument de marché.**  
 Transports n° 463, p. 303-309, bibliogr., graph., tabl. - 01/09/2010

REME HARNAY (P)  
**Le retrait de la taxe carbone : recul écologique ou nécessité économique ? Le cas des transports routiers de marchandises.**  
 Transports n° 463, p. 291-302, bibliogr., tabl. - 01/09/2010

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable  
 MEUNIER (L), TEISSIER (O)  
**Une évaluation du bonus malus automobile écologique.**  
[www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-bonus-malus.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-evaluation-du-bonus-malus.html)  
 Point sur - Economie et évaluation - Transport n° 53, p. 1-4, tabl., graph. - 01/05/2010

PRUD'HOMME (R)  
**Bonus-malus automobile : une fausse bonne idée.**  
 Sociétal n° 64, p. 73-83, graph., tabl. - 01/04/2009

## IV – Les aides publiques dommageables à la biodiversité

### • *Etudes, rapports*

19393 CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE  
 DUBOUCHER (P), DUCOS (G), MARCUS (V), PAUL (E), SAINTENY (G), SALLES (JM)  
**Les aides publiques dommageables à la biodiversité.**  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/124000434/index.shtml>  
 Paris, Centre d'analyse stratégique, 2011 - 333 p., bibliogr., tabl., graph., schémas  
*Ce rapport identifie les aides publiques à caractère budgétaire, extra-budgétaire ou fiscal dont le lien de causalité avec le déclin de la biodiversité est démontré et propose des pistes de réforme afin de réduire, voire d'annuler, l'impact préjudiciable de ces aides.*

### • *Articles de revues spécialisées*

LAVOUX (T), SAINTENY (G)  
**Biodiversité et aides publiques en France à propos du rapport "Les aides publiques dommageables à la biodiversité".**  
 Futuribles n° 387, p. 59-63 - 01/07/2012

CHARBONNEAU (S)  
**Des aides publiques dommageables à la biodiversité : une conséquence de la priorité accordée à la croissance.**  
 Droit de l'environnement n° 199, p. 70 – 01/03/2012

SAINTEYNY (G)  
**Les aides publiques dommageables à la biodiversité. "Le porter à connaissance du rapport sera décisif".**  
<http://www.espaces-naturels.info/archives>  
 Espaces naturels n° 37, p. 13, web – 01/01/2012

**Aides publiques dommageables à la biodiversité. Interview de Guillaume Sainteny, président du groupe de travail du Centre d'analyse stratégique.**  
 Etudes Foncières n° 154, p. 5 – 01/11/2011

**Les aides publiques dommageables à la biodiversité.**  
[http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Temis/0070/Temis-0070671/Note\\_du\\_CAS\\_246.pdf](http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Temis/0070/Temis-0070671/Note_du_CAS_246.pdf)  
 Note de veille du Centre d'analyse stratégique n° 246, p. 1-4, tabl. - 01/10/2011